



Cesson-Sévigné, le 16 janvier 2024

Communiqué de presse Agriculture / Environnement

Les mesures agroenvironnementales et climatiques : les oubliées de la politique agricole française

Les prairies et les haies disparaissent de nos territoires en toute discrétion, comme nos éleveurs ! La biodiversité s'effondre et le dérèglement climatique bat des records dans tous les sens...

La question est posée : les paysans et les paysannes sont-ils incités à produire une alimentation de qualité et de proximité, à développer des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et des Hommes avec moins ou pas d'engrais chimiques et produits phytosanitaires ?

Oui, des paysans et des paysannes s'engagent en faveur de pratiques économes en intrants chimiques ou en agriculture biologique. Ils et elles développent des systèmes plus autonomes et plus résilients. En Bretagne, au 15 mai 2023, près de 3 000 fermes ont souhaité s'engager pour 5 ans dans des cahiers des charges agroenvironnementaux et climatiques (MAEC) exigeants.

De cette bonne nouvelle pour la transition agroécologique, l'État en fait un problème budgétaire incompréhensible. Nos organisations agricoles et environnementales réunies dans le Collectif MAEC sont mobilisées et ne laisseront aucune ferme sans financement pour leur demande de MAEC.

L'État des promesses...

Il y a 1 mois, le Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire a annoncé un budget supplémentaire de 150 millions € pour faire face aux demandes des fermes engagées dans les MAEC en 2023. Un gouvernement plus tard mais toujours le même Ministre de l'agriculture, **aucune information supplémentaire n'est revenue dans les régions et notamment en Bretagne pour instruire des contrats déposés au 15 mai 2023**. M. Attal, nouveau 1^{er} Ministre revendique un gouvernement d'action mais nous n'avons pour l'instant que des promesses à financer tous les dossiers engagés.

Si l'État refusait de soutenir toutes ces fermes, ce serait un recul inacceptable pour la transition agroécologique et cela révélerait inéluctablement l'hypocrisie et la démission du nouveau gouvernement face à ce défi prioritaire.

Signataires : Confédération paysanne de Bretagne, FRCIVAM Bretagne, FRAB Bretagne, Races locales de Bretagne, Eau et Rivières de Bretagne

Contacts presse :

Fabrice CHARLES (Co-président de la FRCIVAM Bretagne) 06.07.60.98.42.

Jean-Marc THOMAS (Référént MAEC, Confédération paysanne Bretagne) 06.77.86.36.96.

Fabien TIGEOT (Président de la FRAB) : 06.71.51.37.24

Jean PEUZIN (Référént agriculture, Eau et Rivières de Bretagne) 06.13.63.29.55.

Denis ROUILLÉ (Co-président Races Locales) : 06.40.41.22.88